

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ACCORDÉE À LA RADIO-TÉLÉVISION ITALIENNE, NOTAMMENT SUR LES RELATIONS FRANCO-ITALIENNES, LES RELATIONS EST-OUEST, LE CONFLIT DU PROCHE-ORIENT, PARIS, MERCREDI 18 NOVEMBRE 1981

18 NOVEMBER 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- Monsieur le Président, vous allez rencontrer le président du conseil Giovanni SPADOLINI. Il s'agit de la première rencontre officielle à haut niveau : qu'en attendez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Je connais déjà M. SPADOLINI & j'avais eu la chance de le connaître il y a de longues années à Florence. Et, déjà, j'avais pu apprécier sa culture et la qualité de son accueil. Nous n'étions, en tous cas, moi, je n'étais pas à l'époque une personne officielle et je venais en tant qu'ami de l'Italie et ami de Florence. Beaucoup d'années ont passé et voilà que nous nous sommes retrouvés, et notamment à Ottawa, où nous avons refait connaissance et pû apprécier que, sur des points importants de notre vie nationale et internationale, l'Italie et la France pouvaient continuer de pratiquer une bonne amitié. Donc mon -état d'esprit c'est, recevant le président du conseil italien, c'est de débattre avec lui franchement et sérieusement des problèmes qui nous occupent dans un climat d'amitié.\

QUESTION.- Vous avez manifesté, monsieur le Président, l'intention de vous rendre dans chacun des pays de la Communauté accompagné de nombreux ministres de votre gouvernement. Peut-on considérer ce choix comme la fin de l'axe franco - allemand si cher à votre prédécesseur ? En particulier, quelle signification et valeur attribuez-vous à votre prochain voyage en Italie ?

- LE PRESIDENT.- C'est beaucoup dire qu'on ait créé puis aboli l'axe Paris - Bonn. Personne n'a jamais proclamé que cet axe existait. Tout au plus, un certain nombre d'attitudes pouvaient laisser penser qu'il y avait là une sorte de préférence qui pouvait paraître aux autres pays de la Communauté, qui sont à droits égaux, qui pouvait paraître parfois embarrassante. Alors soyons clairs : les relations entre la France et l'Allemagne fédérale sont de très bonnes relations. Mes relations avec le chancelier SCHMIDT sont également de ce niveau. Nous avons de nombreux contacts et il existe entre nos deux pays qui, comme vous le savez, ont connu à travers le siècle tant de discordes, il y a aujourd'hui, et cela n'a pas commencé aujourd'hui, une véritable entente. On a même pu l'appeler, je l'ai appelée ainsi "entente privilégiée" et j'entends persévérer dans ce sens. Tout simplement je ne souhaite pas - mais je ne pense pas non plus que l'Allemagne le souhaite - qu'il y ait une sorte de condominium qui prétende imposer ou orienter l'Europe, autrement que par le consentement de nos autres partenaires qui ont des -titres égaux aux nôtres pour décider de l'avenir de la Communauté. Alors votre question, je ne veux pas lui donner une réponse qui répudie en quoique ce soit la force et la qualité de l'amitié franco - allemande. - Mais il y a sans doute un certain nombre de méthodes à instaurer. Par exemple, pourquoi n'aurais-je pas avec l'Italie un type de relations publiques d'une -nature semblable ? Pourquoi n'irais-je pas travailler avec les dirigeants italiens des gros dossiers avec les ministres compétents ? Pourquoi ne dépasserait-on pas le simple contact personnel pour avoir des échanges de vue groupés qui permettraient de montrer à l'Italie, ce que je souhaite vivement, la considération dans laquelle je la tiens. Voilà de quelle façon je pense aller bientôt en Italie : je m'en réjouis & je retrouverai le président PERTINI auquel me lient, je le crois, beaucoup de choses et je voudrais élargir, au-niveau de ce pays tout entier, des relations qui ne doivent pas être simplement des relations d'Etat à Etat et des relations officielles.\

QUESTIONS.- Comme le Président italien PERTINI ou le Premier ministre SPADOLINI, vous avez souvent, monsieur le Président, exprimé le désir de garder un espace de liberté personnelle après avoir fini, comme on dit, votre journée de travail à l'Élysée. Mais vous est-il possible d'oublier, ne serait-ce qu'un instant, les problèmes politiques, économiques et sociaux ?

- LE PRESIDENT.- Oh ! On n'a pas besoin d'être obsédé. Je travaille ici beaucoup, bien entendu : c'est ma charge & je n'ai pas de raison de m'en plaindre. Cela représente beaucoup d'heures par jour, au-moins dix heures, quelquefois plus. Mais, sauf lorsque je suis en voyage à l'étranger ou lorsque des personnalités étrangères sont là le soir, je n'ai pas de vie mondaine, je refuse toute invitation. J'ai donc

pratiquement toutes mes soirées, même si elles commencent un peu tard. J'ai toutes mes soirées libres et ces soirées elles sont pour mes amis, elles sont pour la lecture, quelquefois pour l'écriture, plus rarement maintenant : c'est-à-dire surtout pour tenter de retrouver l'unité intérieure hors de laquelle il est très difficile de gouverner les choses. Alors voilà. Et puis, de temps à autre, mais beaucoup trop rarement, je vais chez moi dans les Landes, ici ou là, chez des amis et, oui, à ce moment-là, je ne suis pas du tout obsédé par les affaires publiques, je pense à autre chose.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez rencontré récemment l'ambassadeur soviétique et il y a quelques temps, la Pravda a critiqué la politique étrangère de la France. Puis-je vous demander si la diplomatie soviétique a renouvelé ces critiques ou si de nouveaux éléments sont apparus dans les relations Est - Ouest ?

- LE PRESIDENT.- Vous êtes assez fin observateur pour avoir remarqué que, depuis les articles de la Pravda que vous venez d'évoquer, d'autres articles de la Pravda ont été infiniment plus aimables à l'égard de la politique de la France, et même de ma personne. Moi, personnellement, je n'ai pas du tout à me plaindre des relations que j'ai eues avec BREJNEV ou avec l'ambassadeur de l'Union soviétique en France. J'ai déjà reçu plusieurs messages et j'ai répondu à ceux qu'on m'adressait et j'en ai moi-même envoyé et les relations franco - soviétiques continuent d'être des relations positives. Simplement, les autorités soviétiques ont une appréciation différente de la mienne sur les problèmes de l'équilibre Est - Ouest.

- Je pense que vous savez qu'il existe une supériorité extrêmement forte de la Russie sur le continent européen au-plan des armes conventionnelles, au-plan des armes nucléaires tactiques et on peut penser que, sur-le-plan de la stratégie, si rien n'était intervenu au bout de quatre ou cinq ans, une certaine suprématie également serait venue de ce côté-là. Bon, je l'ai dit : moi, je ne peux me satisfaire de savoir qu'il y a plus de deux cents fusées SS 20 dirigées vers l'Occident de l'Europe et donc destinées aussi, en principe (enfin, bien entendu, je ne crois pas aux volontés bellicistes de l'Union soviétique) et mais, dans le rapport des forces, j'ai dit un certain nombre de choses qui m'apparaissent comme des vérités.

- Mais je suis pour qu'on en discute. Et je suis pour qu'on en négocie, ce qui fait que, en réalité, nos relations ne sont pas altérées. Simplement je rappelle des principes : je n'accepte pas l'invasion militaire de l'Afghanistan et je le dis et pourquoi est-ce que je dirais le contraire ? Je pense que la paix dans le monde tiendra à l'équilibre des forces et à la volonté de négocier, et à l'interdiction de tout acte expansionniste ou impérialiste qui attente à la liberté des peuples qui doivent disposer d'eux-mêmes. Cela je le répèterai. Bien entendu, j'essaie d'accorder, c'est la moindre des choses, mes actes à mes paroles et je voudrais que les autres en fassent autant.\

QUESTIONS.- Monsieur le Président, le chiffre trois, chiffre magique pour les Arabes, apparaît soit dans vos initiatives soit dans-le-cadre général de la diplomatie : trois voyages au Moyen-Orient, Arabie saoudite, Algérie et Israël, et trois documents, l'accord de Camp David, la déclaration de Venise et le plan FAHD. Pensez-vous qu'il est possible d'harmoniser rapidement ces éléments ou faudra-t-il attendre longtemps encore une paix globale au Moyen-Orient ?

- LE PRESIDENT.- Je n'avais pas pensé à votre histoire du chiffre trois.. Mais je ne suis pas ennemi des symboles. Il faudra du temps, bien entendu. C'est presque une vérité que je n'ose pas dire en affirmant que cela continue d'être très difficile. La position de la France cherche à être une position équitable mais nous ne nous posons pas en arbitre ni même en médiateur. Nous donnons des conseils à nos amis, peut-être quand ils ne nous les demandent pas mais c'est le rôle d'une puissance qui elle-même a son autonomie de réflexion et de parole.

- Sur Camp David, ma position était celle d'un opposant, à l'époque, d'un opposant à la politique officielle de mon pays. Moi, de mon point de vue, je pensais que Camp David c'était un progrès : je ne me faisais pas d'illusions sur la capacité des accords de Camp David à régler le problème palestinien. Mais il y avait une évidence qui, elle, sautait aux yeux, c'est que l'Egypte et l'Israël se faisaient la paix et que c'était un événement considérable. En soi, Camp David a été tout à fait positif et je l'ai approuvé. Beaucoup d'événements se sont produits depuis cette époque et nous en arrivons maintenant à la dernière phase de l'évacuation du Sinai et cet événement a été précédé par le dramatique assassinat du président SADATE et l'on voit de quelle façon peut en effet se terminer la phase des relations israélo - égyptiennes sur la base de bonnes relations rétablies sans l'application des accords : on ne voit pas

egyptiennes sur la base de bonnes relations établies sans l'application des accords . on ne voit pas comment ces deux pays pourraient par eux seuls régler le problème palestinien.\

`Réponse` Et de ce fait le plan FAHD représente une initiative dont je ne dirais pas qu'elle est le relais, car les choses ne sont pas articulées, mais puisque les accords de Camp David n'ont pas trouvé de nouveaux partenaires (je crois que ceux qui l'avaient signé avaient pensé un moment que la Jordanie ou tout autre pourraient s'y joindre £ il n'est pas question non plus que l'Arabie saoudite s'y joigne). Et voilà que l'Arabie saoudite énonce par le prince FAHD un plan dont moi j'ai pensé que globalement il avait l'avantage d'être un moyen d'ouvrir la négociation. Mais, à-partir de la reconnaissance de l'existence de chacun des Etats de cette région, de la reconnaissance de frontières sûres, eh bien ! ma foi, qu'ils discutent, que l'on ne considère pas a priori comme acquis que celui-ci fera ceci, celui-là fera cela. Et de ce point de vue, j'ai, en effet, recommandé de considérer le plan FAHD comme une bonne ouverture, et non pas comme une fermeture, un bon point de départ, et non pas un point d'arrivée. Nous avons des relations avec les pays arabes et nous avons des relations avec Israël.\

`Réponse` Nous allons dans des pays arabes, pourquoi est-ce que l'on n'irait pas en Israël ? Et j'ajoute que ce n'est pas parce que j'irai en Israël que j'en oublierai pour autant les questions que j'ai à poser. Nous avons défini notre politique autour de la sécurité de l'existence d'Israël, autour des moyens de cette existence £ nous avons, et j'ai, beaucoup de considération pour l'effort de ce peuple courageux mais j'ai toujours dit (je l'ai dit à Tel Aviv, je l'ai dit à Jérusalem) : vous ne pouvez pas effacer l'histoire, il existe un peuple palestinien, ce peuple palestinien, il aura une patrie. Ce n'est pas à moi d'en définir les contours, de dessiner ses frontières : dans cette patrie, eh bien, il bâtira un Etat. Je me flatte de n'avoir pas perdu pour autant l'amitié des Israéliens parce qu'ils savent que je leur parle sur le même-plan, que je ne cherche pas à leur nuire et que j'essaie de contribuer à l'avènement de la paix dans cette partie du monde, ce qui sera un bienfait pour les uns et pour les autres. Et peut-être qui permettra d'éviter, à mesure que le conflit dure et se durcit, peut-être d'éviter que finalement la décision n'appartienne aux super-puissances qui, peu à peu, se rapprochent et s'interposent.\

QUESTION.- La relance politique de l'Europe est voulue par tous. Pensez-vous que le prochain conseil européen pourra définir une sorte de synthèse des différents documents comme le memorandum français ou le document italo - allemand ?

- LE PRESIDENT.- Je ne fais pas de pronostic. Je crois qu'il serait préférable que les choses fussent réglées, dans le plus bref délai £ cela redonnerait à l'Europe un élan et une cohésion qui souvent lui manquent. La seule chose que je puisse dire c'est que, dans mon esprit, ces différents documents sont liés : on ne peut pas isoler le problème budgétaire des autres, la politique agricole de la relance de l'Europe, de l'espace social £ il faut que tout cela soit traité, fasse une politique. Bien entendu dans la pratique des choses, chaque chose vient en son temps mais il faut que dans l'esprit, et le cas échéant dans les ordres du jour, il soit bien clair qu'on ne coupe pas l'Europe en saucisson, en morceaux de saucisson mais que les principaux responsables la voient dans son ensemble. Donc je n'aborderai le problème du budget qu'en ayant aussi une vue sur les autres problèmes.\

QUESTION.- Monsieur le Président, une vague de pacifisme traverse l'Europe occidentale. Dans quelle mesure influence-t-elle les choix de pays comme la France ?

- LE PRESIDENT.- Qu'est-ce qu'on appelle le pacifisme ? J'ai l'impression que sous cette notion courent beaucoup de choses contradictoires. Prenez en Europe du Nord, prenez en Allemagne (ce ne sont pas les seuls pays intéressés : je crois que l'Italie se pose ce type de question. Mais pensons d'abord à l'Allemagne). C'est un pays qui n'a pas la possibilité de se doter de l'arme nucléaire (la possibilité politique et diplomatique - elle a naturellement la possibilité technique et industrielle - en raison des accords du lendemain de la guerre mondiale) et, ce grand pays a le territoire le plus bourré d'explosifs du monde £ il a sur son territoire le moyen de faire exploser et d'être lui-même extrêmement exposé, et il n'en a pas la décision. Donc il est normal que cela provoque un choc dans l'opinion £ ce peuple éprouve le besoin d'être maître de lui. Alors je comprends qu'il y ait des réactions. Mais que faire, que faire ? Moi je comprends les pacifistes lorsqu'ils disent "ni SS 20, ni Pershing 2". A-Partir de là, cela va vers le désarmement et un désarmement utile.

- Pour la France le problème se pose en termes différents parce que nous ne sommes pas membres de l'Organisation de l'Atlantique Nord `OTAN` c'est-à-dire du NATO et nous avons donc, nous, notre autonomie de décision et nous disposons d'une force nucléaire £ nous assurons donc par nos propres

moyens, ce qui ne veut pas dire que nous ne soyons pas fidèles à l'alliance défensive, à l'Alliance atlantique, mais nous ne sommes pas dans le commandement intégré et ce type de problème ne se pose pas à nous. Ce qui me rend plus prudent et plus modeste dans mon appréciation sur les autres.

- Donc un mouvement pacifiste qui saurait garder l'équilibre en refusant les deux formes d'armement pourrait être utile dans la négociation future. Si ce pacifisme bascule de telle sorte qu'il facilite la démarche stratégique de l'un des pays et pas de l'autre (...).

QUESTION.- Monsieur le Président, nous allons diffuser dans quelques instants un reportage sur le midi italien un an après le tremblement de terre. Nous pourrions, si vous le désirez, conclure cette première interview par une réflexion sur ce grave événement.

- LE PRESIDENT.- Cet événement, particulièrement dramatique, je me souviens au moment où vous me dites cela des images que j'ai vues, de la misère de ces populations, de ces destructions, de ce désarroi. Comment ne pas avoir un immense sentiment de fraternité pour ceux qui ont souffert cela. Et puis moi j'aime le peuple italien et chaque fois qu'il souffre, j'en souffre. Là c'était les rigueurs de la nature, un séisme, des forces naturelles souvent ennemies de l'homme. Bien entendu le rôle de l'homme c'est de savoir s'organiser pour tenter de parer autant qu'il est possible aux effets dommageables des cataclysmes de la nature et de ce point de vue je souhaite que, dans-le-cadre de notre Communauté, `CEE`, nous sachions de mieux en mieux nous organiser mais enfin, c'est une autre affaire. Pour pouvoir aider les gens, tout simplement, faire qu'ils ne soient pas condamnés à une misère redoublée tout simplement parce que la terre s'est insurgée contre eux, encore faudrait-il avoir l'assistance des autres hommes. Donc j'éprouve à leur égard un grand sentiment de solidarité et puisque c'est un anniversaire que vous me rappelez, puisque vous allez en parler, eh bien, dites de ma part au peuple italien, et particulièrement aux survivants, et aux familles blessées si gravement dans leurs affections et dans leurs biens, que le Président de la République française est leur ami et pense à eux.